



COUNTRY RESOLUTIONS ADOPTED AT THE NGOs FORUM PRECEDING THE
83RD ORDINARY SESSION OF THE AFRICAN COMMISSION ON
HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS
28TH – 30TH APRIL, 2025

CRES/001/04/25: RESOLUTION SUR LA DEGRADATION DES DROITS
DES MIGRANTS SUBSAHARIENS ET LA REPRESSION DES
SYNDICALISTES ET DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN
ALGERIE

Nous, participants au Forum sur la Participation des ONG à la 83^{ème} Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) tenue à Banjul, Gambie, du 28 au 30 avril 2025, décidons ce qui suit :

Considérant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, notamment ses articles 2, 5, 10 et 12 garantissant les droits à la non-discrimination, à la dignité humaine, à la liberté d'association et de circulation ;

Rappelant les obligations de l'Algérie en vertu des conventions internationales qu'elle a ratifiées, notamment la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que la Convention contre la torture ;

Gravement préoccupé par l'aggravation des violations des droits humains contre les migrants subsahariens en Algérie, incluant des arrestations arbitraires, des détentions dans des conditions inhumaines, des expulsions collectives, et des discours xénophobes alimentant la stigmatisation ;

Alarmé par la multiplication des attaques, harcèlements judiciaires et détentions arbitraires visant des militants et des syndicalistes, notamment ceux qui défendent les droits des migrants et luttent contre les discriminations raciales ;

Soulignant notamment le harcèlement récent dont sont victimes les militants syndicaux et les défenseurs des droits de l'homme en raison de leur engagement pacifique en faveur des droits

des migrants subsahariens et de leur opposition à la politique discriminatoire pratiquée par certaines autorités locales ;

Rappelant l'importance cruciale du respect du droit de défendre les droits humains tel que garanti par la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme ;

Le Forum des ONG appelle la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à adopter une résolution pour :

1. **Condamner fermement** les violations des droits des migrants subsahariens en Algérie, y compris les expulsions massives sans garanties procédurales, les violences policières et les traitements dégradants ;
2. **Condamner également** la répression systématique visant les militants, syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme engagés dans la protection des migrants et la promotion des valeurs de solidarité et d'égalité ;
3. **Exhorter** les autorités algériennes à mettre immédiatement fin aux expulsions arbitraires et aux pratiques discriminatoires à l'encontre des migrants africains, et à respecter leurs obligations internationales ;
4. **Demander** aux autorités algériennes de garantir un environnement sûr et favorable pour les organisations syndicales et associations indépendantes engagées dans la défense des droits des migrants, ainsi que pour les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme, en mettant un terme au harcèlement judiciaire, aux arrestations arbitraires et aux campagnes de diffamation ;
5. **Appeller** la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à mener une mission d'enquête en Algérie sur la situation des migrants subsahariens et sur les restrictions imposées aux libertés fondamentales, en particulier celles des défenseurs des droits humains ;
6. **Inviter** les organes de l'Union africaine à faire pression sur l'Algérie pour qu'elle respecte ses engagements en matière de protection des droits de l'homme, conformément à la Charte africaine et aux autres instruments pertinents.

Fait à Banjul, le 30 avril 2025

Le Forum

CRES/002/04/25: RESOLUTION SUR LA RESTRICTION DE L'ESPACE

CIVIQUE AU CAMEROUN

Nous, participants au Forum sur la Participation des ONG à la 83ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) tenue à Banjul, Gambie, du 28 au 30 avril 2025, décidons ce qui suit :

Notant avec inquiétude les interdictions récurrentes des réunions et manifestations publiques et les interdictions des réunions et meetings des partis politiques PCRN, MRC ; interdiction de toute activité politique des mouvements ATP (Alliance pour la Transition Politique au Cameroun) et APC (Alliance Politique pour le Changement);

Préoccupés par la suspension et les menaces de suspension d'Organisations de la Société Civile (OSC, la suspension ou et la fiscalisation de leurs financements, notamment celles actives dans la protection et la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie, constituant ainsi une véritable menace au travail des défenseurs des droits de l'homme au Cameroun ;

Rappelant que le Cameroun est partie à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et à plusieurs autres instrument juridiques internationaux et régionaux qui garantissent la liberté d'expression et la liberté d'association, de manifestation et de réunion pacifique ;

Concernés par la fermeture de plus en plus sévère de l'espace civique et les menaces et intimidations à l'endroit des leaders des organisations de la société civile au Cameroun ;

Dénonçons la tentative des autorités de restreindre le financement des OSC à travers la correspondance que le Ministre de l'Administration Territoriale a adressé au Coordonnateur résident du Système des Nations-Unies au Cameroun et Coordonnateur humanitaire avec pour objet : **financement des organisations à but non lucratif (OBNL)**. Dans ladite correspondance, le ministre a joint une liste de 104 organisations reconnues par son ministère, donc éligibles à recevoir tout financement des partenaires techniques et financiers internationaux. Il est à relever l'absence de plusieurs organisations nationales et internationales sur cette liste, pourtant étant en conformité avec les lois;

Préoccupés par les arrêtés du Ministre de l'Administration Territoriale du 6 décembre 2024 notifiés aux responsables du RADHAC et de REACH-OUT-Cameroon suspendant leurs organisations de toute activité pour une durée de trois (03) mois sur toute l'étendue du territoire national pour les motifs de :

- Financements illicites et exorbitants et inadéquation avec le profil de l'activité ;
- Activités de nature à porter atteinte à l'intégrité du système financier national ;
- Non-respect des dispositions légales relatives au fonctionnement d'un organisme à but non lucratif ;
- Absence de justification et de destination des financements reçus.

Le Forum des ONG demande à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples d'adopter une résolution pour :

Demander aux autorités camerounaises de lever les suspensions qui pèsent sur les associations REDHAC et REACH-OUT et clarifier officiellement la situation des organisations en attente de renouvellement de leur agrément, notamment l'ONG Un Monde Avenir.

Appeler l'Etat du Cameroun à respecter ses engagements vis-à-vis des instruments régionaux et internationaux dûment ratifiés sur le libre exercice de tous les droits et libertés consacrés ;
Inviter l'Etat du Cameroun à mettre fin aux regains de tensions politiques croissantes à l'approche d'une élection présidentielle cruciale ;

Encourager l'Etat du Cameroun à adopter et promulguer la loi sur la protection et promotion des défenseurs des Droits de l'Homme et des journalistes.

Libérer sans délai et sans condition les prisonniers d'opinion et les militants de la démocratie, spécialement ceux détenus depuis l'élection présidentielle de 2018.

Fait à Banjul, le 30 avril 2025

Le Forum

CRES/003/04/25: RÉOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS DE
L'HOMME ET SECURITAIRE AINSI QUE LA JUSTICE
TRANSITIONNELLE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Nous, participants au Forum sur la Participation des ONG à la 83ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) tenue à Banjul, Gambie, du 28 au 30 avril 2025, décidons ce qui suit :

Rappelant que le 9 décembre 1998, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur les Défenseurs des Droits de l'Homme, qui célèbre cette année son 26ème anniversaire,

Soulignant également la Note d'orientation du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'approche intégrée en matière de justice transitionnelle de mars 2010,

Conscients que la République Démocratique du Congo traverse depuis trois décennies des conflits armés dévastateurs, ayant causé plus de 10 millions de morts et plus de 7 millions de déplacés internes,

Constatant avec préoccupation la guerre d'occupation dans l'Est de la RDC, notamment dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, menée par le groupe armé M23 avec l'appui avéré de certains pays voisins, tels que confirmé par plusieurs rapports des Nations Unies,

Préoccupés par les bombardements ciblés contre les camps de déplacés, les violences sexuelles systématiques, l'enrôlement d'enfants soldats et la destruction massive d'infrastructures civiles,

Rappelant notamment le Communiqué de presse de la CADHP en date du 30 janvier 2025, dans lequel la Commission condamne les attaques des groupes armés et déplore la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire à l'Est de la RDC;

Rappelant également le Communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 3 février 2025, dans lequel le Conseil souligne la nécessité de remédier aux causes profondes et structurelles du conflit dans l'est de la RDC et chargeant la Commission de l'UA de dépêcher immédiatement une mission d'enquête sur la crise en cours dans l'est de la RDC ;

Gravement préoccupées par la situation des droits humains à l'est de la RDC, où des affrontements armés sont toujours en cours depuis la résurgence des activités du Mouvement du 23 Mars (M23) appuyé par les troupes rwandaises. Nos organisations continuent de noter des violations graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire à l'égard des populations civiles, y compris des violences sexuelles et basées sur le genre à l'égard des femmes et des enfants, des recrutements forcés d'enfants, des arrestations arbitraires et détentions illégales, des traitements inhumains et dégradants. Nos organisations soulignent que l'exploitation des ressources naturelles et l'impunité sont parmi les causes profondes du conflit.

Vivement préoccupées par la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, des journalistes, des membres des organisations de la société civile qui subissent plus de menaces en lien avec l'exercice de leurs activités depuis l'intensification des affrontements armés. Certain.es sont contraint.es de quitter la région, d'autres sont encore bloqué-es à Bukavu et Goma, et craignent pour leur sécurité, en raison de leur engagement actif en faveur des droits humains;

Très préoccupées par les évasions massives de certaines prisons de l'est de la RDC, et les violences sexuelles sur les femmes détenues commises en masse dans ce contexte à la prison de Goma, ainsi que pour la sécurité des victimes des détenus en fuite, des témoins ayant témoigné dans leur procès, des avocat-es et d'autres membres du personnel judiciaire ;
Préoccupées par la décision du gouvernement de la RDC de reprendre les exécutions et de lever le moratoire sur les exécutions en vigueur depuis 2003, ainsi que par les condamnations à mort prononcées ;

Saluant les initiatives du gouvernement congolais, notamment l'adoption de la Loi n°23/027 du 15 juin 2023 portant protection et responsabilités des défenseurs des droits humains, la reconnaissance officielle du Genocost et les efforts pour sa reconnaissance internationale, ainsi que la mise en place du Fonds National des Réparations des Victimes de Violences Sexuelles et d'autres crimes (FONAREV),

Mais déplorant le manque d'appui effectif aux défenseurs des droits humains, aux journalistes, aux activistes prodémocratie et aux opposants politiques, souvent victimes de menaces, d'arrestations arbitraires et de restrictions de l'espace civique,

Le Forum des ONG demande à la CADHP d'adopter une résolution urgente pour :

- Encourager la Commission de l'UA de déployer une mission d'enquête sur les crimes commis à l'est, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre, ayant également pour mandat d'identifier les causes profondes du conflit, en complémentarité des efforts d'enquête existants ;
- Appeler les autorités congolaises à mener des enquêtes et des poursuites indépendantes et impartiales sur les cas de violations des droits humains, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre, dans le cadre du conflit à l'est ;
- Appeler toutes les parties au conflit à coopérer avec les mécanismes d'enquête et de poursuite existants, y compris la Cour pénale internationale dans le cadre de son enquête en cours sur les crimes internationaux commis dans l'est de la RDC depuis janvier 2022 ;
- Soutenir la protection des défenseurs-es des droits humains, des victimes et des témoins de crimes commis par des détenus en fuite, y compris dans les zones sous contrôle des FARDC et de leurs alliés-es, en appelant à des mesures concrètes pour prévenir les représailles et assurer leur sécurité ;
- Appeler les autorités congolaises à améliorer les conditions de détention, assurer la sécurité des femmes détenues dans les prisons, ainsi que soutenir la digitalisation des dossiers judiciaires et le renforcement du rôle de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) dans le monitoring et le reporting des conditions de détention ;
- Exhorter les autorités congolaises à renoncer aux exécutions, et à revenir sur la décision de lever le moratoire sur la peine de mort en RDC et les enjoindre à abolir la peine de mort.
- Vulgariser et assurer l'application effective de la Loi n°23/027 du 15 juin 2023 portant protection des Défenseurs des Droits Humains, tout en corrigeant les dispositions qui limitent leur indépendance et leur sécurité.

- Garantir pleinement la liberté d'expression, d'association, de réunion pacifique et la liberté de la presse en mettant fin aux pratiques d'intimidation, aux arrestations arbitraires et à toute forme de censure ou de répression contre les voix dissidentes.
- Adopter et mettre en œuvre une politique nationale de justice transitionnelle, incluant la création d'un Tribunal Pénal International pour la RDC, la mise en place d'une Commission Vérité, Réparations et Réconciliation, la réforme des institutions judiciaires et sécuritaires, ainsi que la consolidation du FONAREV pour garantir des réparations justes. Cette politique devra aussi promouvoir la reconnaissance internationale du Genocost et appuyer le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, notamment dans les provinces occupées de l'Est.
- Exhorter l'Union Africaine à condamner fermement toutes les agressions contre la RDC et à imposer des sanctions fortes et exemplaires contre les États et les groupes armés impliqués dans les crimes graves documentés.
- Encourager le gouvernement congolais à maintenir et renforcer les initiatives en faveur des droits humains, à préserver l'unité nationale, la paix intérieure, à respecter la liberté politique, et à garantir un climat démocratique propice à l'épanouissement de l'espace civique.

Fait à Banjul, le 30 avril 2025

Le Forum

CRES/004/04/25: RÉSOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS
HUMAINS ET LA RESTRICTION DE L'ESPACE CIVIQUE EN CÔTE
D'IVOIRE

Nous, participants au Forum sur la Participation des ONG à la 83ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) tenue à Banjul, Gambie, du 28 au 30 avril 2025, décidons ce qui suit :

Rappelant le mandat de promotion, de protection et de défense des droits humains dont est investie la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) en vertu de l'article 45 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples;

Rappelant l'acte constitutif de l'Union africaine exigeant le « respect des principes démocratiques, des droits de l'Homme, de l'État de droit et de la bonne gouvernance » (article 4.m);

Rappelant les obligations de la République de Côte d'Ivoire en vertu de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, et des autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme qu'elle a ratifiés ;

Considérant les dispositions des articles 3, 5, 19, 20 et 21 de la Constitution ivoirienne du 8 novembre 2016, qui garantissent respectivement le droit à la vie, à la sécurité, ainsi que les libertés d'opinion, d'expression, de presse, d'association, de réunion et de manifestation ;

Rappelant que tout.e citoyen.ne ivoirien.ne a droit à un procès juste et équitable ainsi qu'à une protection contre la torture, les mauvais traitements et les détentions arbitraires ;

Notant avec inquiétude la dégradation de la situation des droits humains en Côte d'Ivoire, caractérisée par un rétrécissement croissant de l'espace civique, à travers l'adoption de lois de plus en plus restrictives portant atteinte aux libertés d'association, de la presse, de réunion et de manifestation pacifique, aux libertés syndicales, ainsi qu'à la liberté d'expression; le droit syndical et le droit de grève sont pourtant respectivement consacrés par les articles 23 et 24 de la loi n°2023-892 du 23 novembre 2023 portant Statut général de la Fonction Publique, ainsi que par l'article 17 de la Constitution ;

Observant les discriminations persistantes à l'encontre des minorités, notamment les

personnes LGBTQI+, ainsi que les violences faites aux femmes, incluant la violence domestique et les mutilations génitales féminines ;

Déplorant les arrestations de plusieurs membres de la Confédération Syndicale « Espoir de Côte d'Ivoire » (un syndicat d'enseignant), parfois en pleine nuit, par des policiers cagoulés, sous les yeux de leurs familles, ainsi que la condamnation à 24 mois de prison ferme de M. Ghyslain Assy Dugarry, enseignant syndicaliste, pour "coalition d'agents publics" et "entrave au fonctionnement des services publics" ;

Relevant avec préoccupation la non-exécution par l'État de Côte d'Ivoire de plusieurs arrêts de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, en particulier :

- la décision d'août 2020 ordonnant à l'État de Côte d'Ivoire de *« prendre toutes mesures nécessaires en vue de lever immédiatement tous les obstacles empêchant le requérant (M. Laurent Gbagbo ancien président de la République de Côte d'Ivoire) de s'enregistrer sur la liste électorale »* ;
- les décisions des 22 avril et 15 septembre 2020 ordonnant respectivement la suspension du mandat d'arrêt et la réintégration dans ses droits civiques de M. Guillaume Soro, ancien président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ;
- et l'arrêt du 5 septembre 2023 relatif à l'affaire des déchets toxiques du Probo Koala ordonnant à l'État de Côte d'Ivoire, certaines dispositions au bénéfice des victimes.

Exprimant notre profonde préoccupation face aux restrictions progressives des libertés fondamentales en Côte d'Ivoire par la prise de lois de plus en plus contraignantes, à l'approche de l'élection présidentielle prévue en octobre 2025 et le durcissement du climat politique avec le retrait de deux partis politiques majeurs de la Commission Electorale Indépendante (CEI) et la radiation du Président du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire de la liste électorale ;

Le Forum des ONG appelle la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples à adopter une résolution visant à :

- Condamner les violations des droits humains commises en Côte d'Ivoire, notamment les restrictions des libertés fondamentales et les atteintes à l'intégrité physique et morale des individus ;
- Appeler le Gouvernement ivoirien à respecter et protéger pleinement les droits humains et les libertés fondamentales de tous les individus sur son territoire, conformément à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et aux autres instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la Côte d'Ivoire est partie ;
- Exhorter la Côte d'Ivoire à mener des enquêtes impartiales et indépendantes sur les allégations de violations des droits humains, à traduire en justice les auteurs

de ces violations, et à garantir que les victimes obtiennent justice et réparation ;

- Encourager la Côte d'Ivoire à créer un environnement propice à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi qu'à promouvoir la participation politique de tous les individus, y compris des défenseurs des droits humains, des syndicalistes et des journalistes, sans crainte de représailles, conformément à la loi de promotion et de protection des défenseurs des droits de l'Homme ;
- Inciter le Gouvernement ivoirien à tout mettre en œuvre pour permettre une décrispation du climat politique à travers un dialogue national véritable, serein et inclusif ;
- Encourager la Côte d'Ivoire à garantir le respect du droit à un procès équitable, à lutter contre les détentions arbitraires, et à respecter les normes internationales relatives aux droits des personnes privées de liberté.

Fait à Banjul, le 30 avril 2025

Le Forum

**CRES/005/04/25: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN
RIGHTS IN EGYPT**

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held in Banjul, The Gambia 28th– 30th April 2025 resolve as follows:

Recalling the Arab Republic of Egypt's commitments under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other international human rights treaties.

Concerned over the newly adopted asylum law, which imposes discriminatory barriers to access to asylum, undermines safeguards against arbitrary detention and refoulement, and violates Egypt's obligations under the 1951 Refugee Convention.

Deeply concerned by the ongoing human rights violations, including arbitrary arrests, enforced disappearance, detention and acts of retaliation against human rights defenders, political activists, journalists, and dissenting voices, which have severely restricted freedoms of expression, association, and assembly.

Alarmed by the deteriorating conditions in Egyptian prisons, marked by overcrowding, inadequate healthcare, torture, and inhumane treatment that often led to severe health complications or the death of detainees.

Noting the escalated violations of workers' rights in Egypt, including arbitrary dismissals, suppression of strikes, and security crackdowns amid mounting economic pressures.

Strongly condemn the adoption and implementation of the new asylum law, which imposes discriminatory barriers to access to asylum, violates the principle of non-refoulement, and undermines Egypt's international obligations toward refugees and asylum seekers.

Call for the immediate cessation of arbitrary arrests, enforced disappearances, torture, and acts of retaliation against human rights defenders, political activists, journalists, and all individuals exercising their legitimate rights to freedom of expression, association, and assembly.

Demand that the Egyptian authorities urgently address the inhumane conditions of detention by ensuring access to adequate healthcare, ending the use of torture and ill-treatment, and investigating deaths and abuses in custody in a transparent, independent, and impartial manner.

Urge the Egyptian authorities to end the practice of torture and ill-treatment, adopt a zero-tolerance policy in all places of detention and guarantee that all allegations of torture, sexual assaults and suicide attempts inside Badr Rehabilitation Center III and other prisons are investigated promptly, impartially and independently.

Call on the Egyptian government to adopt a system of independent national monitoring of all places of detention and ensure effective independent and impartial investigation on the deaths in custody of all detainees/prisoners since 2013, for the prosecution of the alleged perpetrators, and compensation for the victims' families.

Urge the Egyptian government to amend the national asylum law to bring it into full compliance with the 1951 Refugee Convention and other relevant international and regional human rights standards, including guaranteeing procedural safeguards and fair access to asylum.

Call on the Egyptian authorities to respect workers' rights, end the arbitrary detention and intimidation of workers, protect the right to strike and organize, and ensure compliance with labor laws and international labor standards.

Undertake a fact-finding mission to Egypt to assess the human rights situation, including conditions of detention, restrictions on civil society, and treatment of refugees and migrants.

Done in Banjul, The Gambia 30th April 2025

CRES/006/04/25: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN

RIGHTS IN ETHIOPIA

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held in Banjul, The Gambia 28th– 30th April 2025 resolve as follows:

Considering the alarming situation of internally displaced persons (IDPs) in Ethiopia, with an estimated 4.5 million people currently displaced due to conflict and climate-related factors.

Welcoming the recent national conference brought together various stakeholders to discuss durable solutions, highlighting the need for policy improvements, better coordination, and increased funding.

Noting the efforts to address their rights and living conditions have been ongoing, including a draft IDP proclamation that aims to establish a legal framework for their protection. However, challenges such as lack of legal documentation, restricted freedom of movement, and limited access to humanitarian aid persist.

Considering the multiple challenges faced by the Ethiopian authorities in the implementation of the Maputo Protocol, despite ratifying it in 2018. and ongoing obstacles, including legal gaps in gender-based violence protections, limitations in family law, and reservations placed on certain provisions.

Considering the African Commission on Human and Peoples' Rights resolution adopted in August 2024 to develop a Model Law for better implementation and domestication of the protocol. This initiative aims to provide clear guidelines for lawmakers, improve consistency in women's rights legislation, and encourage national governments to align their laws with the protocol.

Deeply concerned by the increasing closure of civic space in Ethiopia, with severe restrictions on civil and political rights, due to continuing armed conflict and state-of-emergency measures, which have led to serious human rights violations. Key trends affecting civic space include:

- Increased surveillance and intimidation of journalists, human rights activists, and opposition members.
- Arbitrary detentions, particularly targeting those covering conflicts in regions like Amhara.

- Shutting down online news outlets and restricting independent media.
- Violence against government critics, including the murder of Bate Urgessa, a senior official of the Oromo Liberation Front.
- Severe restrictions on NGOs, leading to the closure of 1,741 organizations and a significant reduction in advocacy for gender, ethnic, and minority rights.
- Crippled civil society, limiting its ability to operate and advocate for marginalized communities.

The NGO Forum asks the Commission to adopt a resolution calling on the government of Ethiopia to do the following:

A- On the trends affecting civic space in Ethiopia

1. Ensure inclusive and meaningful participation of CSOs in policy- and law-making processes at all levels.
2. Improve administrative hurdles, ease regulatory restrictions, and consult CSOs to allow CSOs expanding operations and play meaningful role for the respect and promotion of Freedom of Association and Assembly.
3. Initiate and engage with civil society to create regular dialogue platforms for structured engagement and dialogue, especially with CSOs working on human rights, democracy, good governance, and peace-building. This will help rebuild trust, enhance coordination, and create a sustainable environment for civic participation.
4. Ensure accountability and end impunity for those who are involved in human rights violations

B- On challenges related to the implementation of the Maputo protocol

1. Amend its legal framework to criminalize marital rape in accordance with the Maputo Protocol.
2. Strengthen the legal aid system and access to justice for women, particularly in rural and marginalized communities.
3. Strengthen efforts to achieve gender parity in political and decision-making processes, both at the national and local levels.
4. Ensure universal access to comprehensive reproductive health services, including family planning, maternal health care, and safe abortion services in accordance with international human rights law.
5. Review its reservations to the Maputo Protocol, particularly those relating to women's rights in marriage, reproductive health, and inheritance and rape.
6. Continue to strengthen its cooperation with regional and international organizations, such as the AU, the United Nations, and international human

rights bodies, to share best practices, secure funding for programs focused on women's rights, and ensure that the country is held accountable for its international commitments under the Maputo Protocol.

C- In relation to the situation of the IDPs rights,

1. Reconsider the reservations made to the Kampala Convention and finalize and promulgate the draft IDPs proclamation as soon as possible with the best standards and in line with the Kampala Convention.
2. Ensure meaningful political participation of IDPs during national elections, national dialogue and Transitional Justice process to address the root causes of displacement and ensure accountability.
3. Ensure the right to education of internally displaced children through facilitating temporary education centers, and support education in emergencies programs in displacement contexts.
4. Design and implement safe, voluntary and secure resettlement of IDPs in consultation and with the consent of IDPs, regional states involved and invest on durable solutions.

Done at Banjul, April 30th 2025

The Forum

CRES/007/04/25 RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN
RIGHTS IN THE GAMBIA

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held in Banjul, The Gambia 28th– 30th April 2025 resolve as follows:

Recalling The Gambia's obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other relevant international and regional human rights treaties to which it is a party.

Recognizing the progress made in The Gambia's transitional justice process following the 2017 change in government, particularly through the work of the Truth, Reconciliation and Reparations Commission (TRRC).

Concerned by the slow pace of implementation of the TRRC recommendations, especially regarding justice and accountability for victims of gross human rights violations committed under the previous regime.

Alarmed by the continued challenges in ensuring justice sector reform, the protection of human rights defenders and journalists, the safeguarding of civic space, and the full operationalization of an independent National Human Rights Commission.

Noting the upcoming electoral cycle and the importance of safeguarding democratic gains, strengthening the rule of law, and fostering a culture of accountability and transparency.

Commends the Government of The Gambia for initiating transitional justice processes and establishing the Truth, Reconciliation and Reparations Commission (TRRC), while urging full and timely implementation of its recommendations.

Calls upon the Government of The Gambia to urgently adopt a comprehensive implementation roadmap for the TRRC recommendations, with clear timelines and inclusive consultations with victims, civil society, and other stakeholders.

Urge the government to prioritize justice and accountability measures, including the

prosecution of individuals responsible for serious human rights violations, in accordance with due process and international human rights standards.

Recommend that The Gambia strengthen the capacity and independence of the judiciary and the National Human Rights Commission, ensuring they are well-resourced and free from political interference.

Calls on the government to repeal laws that restrict freedom of expression, assembly, and association, and to safeguard the rights of human rights defenders, journalists, and civil society actors from intimidation, threats, or harassment.

Encourages The Gambia to engage with civil society in the design and implementation of security sector reforms, including reforms to the intelligence services and police, to prevent abuses and ensure public trust.

Appeal to the African Union, and the international community to continue supporting The Gambia in its democratic transition, particularly in areas related to justice, institutional reform, and human rights promotion.

Calls for gender-sensitive approaches to transitional justice and national reconciliation, ensuring that the rights and voices of women, children, and other marginalized groups are effectively protected and represented.

Encourages the Government of The Gambia to implement civic education and human rights awareness campaigns to foster a culture of peace, accountability, and democratic participation among citizens, especially the youth.

Done at Banjul, April 30th
The Forum

CRES/008/04/25: RÉSOLUTION SUR LES DISPARITION FORCÉES ET

L'ÉTAT DE DROIT EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Nous, participants au Forum sur la Participation des ONG à la 83ème Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) tenue à Banjul, Gambie, du 28 au 30 avril 2025, décidons ce qui suit :

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Union Africaine érige en principes fondamentaux le respect de la vie humaine, des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit, de la bonne gouvernance et la condamnation des changements anticonstitutionnels de gouvernement (articles 3 et 4) ;

Rappelant le mandat conféré à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) pour promouvoir et protéger les droits humains, conformément à l'article 45 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;

Rappelant les obligations internationales de la République de Guinée, notamment issues de la Charte africaine des droits de l'Homme, de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ainsi que d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits humains ;

Rappelant les garanties inscrites dans la Charte africaine des droits de l'Homme (droits à la vie, à la liberté, à la sécurité, à la liberté d'expression, d'association et de réunion) et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) contre les détentions arbitraires et en faveur de la liberté d'opinion ;

Rappelant les principes de la Charte africaine de la démocratie et du Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, ainsi que la Résolution 213 de la CADHP condamnant les changements anticonstitutionnels ;

Rappelant que la Charte de la Transition du 27 septembre 2021 garantit les droits fondamentaux des citoyens, notamment la protection contre la torture, la détention arbitraire et la discrimination, ainsi que la liberté d'opinion, de presse et de réunion, sans qu'aucune situation d'urgence ne puisse justifier leur violation ;

Rappelant la Résolution 54 de 2001 de la CADHP sur la liberté d'expression, soulignant la nécessité de protéger les journalistes et de garantir un environnement favorable à l'exercice de ce droit ;

Rappelant la Résolution 564 de 2023 de la CADHP exprimant son inquiétude face à la résurgence des changements anticonstitutionnels en Afrique, notamment en Guinée, et

appelant au respect des principes démocratiques ;

Profondément préoccupées par la dégradation continue de la situation des droits humains en Guinée, marquée par des violations répétées, l'absence de dialogue inclusif et le non-respect des engagements de la transition pris depuis le 5 septembre 2021 ;

Particulièrement alarmées par la répression accrue contre les défenseurs des droits humains, le harcèlement judiciaire des opposants politiques, la censure des médias, en violation flagrante de la Charte de la Transition, de la Charte africaine des droits de l'Homme, de la Charte africaine de la démocratie et des instruments internationaux auxquels la Guinée est partie, notamment le PIDCP.

Observant que la répression contre les défenseurs des droits humains et les voix dissidentes en Guinée se manifeste notamment par des enlèvements et des disparitions forcées en violation des Lignes directrices pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en Afrique adoptées par la CADHP lors de sa 71^{ème} Session ordinaire tenue virtuellement du 21 avril au 13 mai 2022.

Particulièrement inquiets de ce que, plus de neuf mois après l'enlèvement de deux responsables du FNDC, Mamadou Bilo BAH et Oumar SYLLA, dit Foniké Mengué, enlevés nuitamment le 9 juillet 2024 à leurs domiciles par des éléments des forces spéciales et de la gendarmerie guinéenne et ces derniers demeurent toujours introuvables, en dépit des multiples dénonciations et démarches de plaidoyer menées par nos organisations aux niveaux national et international, ou encore l'enlèvement du journaliste Habib Marouane CAMARA en décembre 2024, l'interdiction des manifestations depuis mai 2022.

Inquiets de l'instrumentalisation de la justice contre les défenseurs des droits de l'homme et les opposants politiques ainsi comme le montre le harcèlement judiciaire ayant conduit à la condamnation, le 7 janvier 2025, de M. Aliou BAH, l'une des rares voix critiques encore actives de l'opposition guinéenne à deux ans de prison ferme pour offense au chef de l'État, illustrent clairement la volonté manifeste des autorités de museler toute voix dissonante et de restreindre l'espace civique et démocratique.

Constatant qu'à ces cas s'ajoutent ceux de Sadou NIMAGA, ancien haut fonctionnaire du ministère des Mines et de la Géologie, et de Habib Marouane CAMARA, journaliste d'investigation, également enlevés dans des circonstances troubles par des hommes en uniforme, respectivement les 17 octobre et 3 décembre 2024. Ils restent eux aussi portés disparus.

Relevant que M. Abdoul SACKO, acteur de la société civile et porte-parole des Forces Sociales de Guinée, a été enlevé dans la nuit du 18 au 19 février 2025 à son domicile par des hommes encagoulés en uniforme, et qu'il a été retrouvé grièvement blessé près d'un camp militaire à Forécariah, et est actuellement en soins à l'étranger et que malgré les graves tortures qu'il a subies, aucune communication officielle n'a été faite par l'institution judiciaire à ce jour.

Réalisant avec amertume que d'autres citoyens, dont des militaires sont aussi concernés par la situation préoccupante ci-dessus décrite tel que le prouvent plusieurs cas emblématiques à savoir:

- le Colonel Sadiba KOULIBALY, ancien numéro 2 du CNRD et ex-chef d'état-major général des armées, a été arrêté après une brouille avec le ministre de la Défense et le chef de la junte. Inculpé et condamné le 14 juin 2024 à cinq ans de prison pour désertion et détention illégale d'armes, il n'a jamais été transféré en prison officielle. Détenu dans un lieu secret, il est décédé dans des conditions non élucidées le 22 juin 2024.
- le Colonel Célestin BILIVOGUI, radié de l'armée après l'évasion de Moussa Dadis CAMARA de la Maison Centrale de Conakry en novembre 2023, avait disparu après une convocation à la gendarmerie le 8 novembre 2023. Ce n'est que le 25 septembre 2024 que son épouse, alertée par un appel anonyme, a été invitée à identifier son corps à la morgue de l'hôpital militaire du Camp Samory Touré à Conakry.

•

Constatant avec indignation et regret la restriction croissante de l'espace civique et démocratique en Guinée, marquée par de graves atteintes aux libertés d'opinion, d'expression, de manifestation et à la liberté de la presse. qui se manifeste notamment par l'interdiction systématique des manifestations organisées par les partis politiques et organisations de la société civile critiques envers les nouvelles autorités, la fermeture et la censure de plusieurs médias, ainsi que par le harcèlement judiciaire visant les leaders sociopolitiques exprimant des opinions divergentes, tel que le prouvent le brouillage et la fermeture de plusieurs radios et télévisions.

Le Forum des ONG demande à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples d'adopter une résolution pour :

- Exiger le rétablissement rapide d'une gouvernance constitutionnelle à travers l'instauration d'un régime civil en République de Guinée ;
- Demander la fin immédiate des disparitions forcées, des atteintes aux libertés fondamentales et des restrictions imposées, ainsi que la garantie du respect des droits humains, tout en instaurant les conditions nécessaires à un dialogue politique et social

libre, inclusif, démocratique et apaisé ;

- Rappeler aux autorités guinéennes leur obligation de protéger en tout temps les défenseur·es des droits humains, de créer un environnement favorable à leur action légitime et de mettre un terme à toutes formes de pressions exercées sur la société civile ;
- Appeler les autorités de transition à cesser immédiatement toute répression et violation des droits humains visant les citoyens, les défenseur·es des droits humains, les journalistes, les médias et les acteurs de la société civile, en soulignant particulièrement les cas de Messieurs Oumar SYLLA (alias Foniké Menguè), Bilo BAH, Sadou NIMAGA et Habib Marouane CAMARA ;
- Encourager l'ouverture rapide d'enquêtes sérieuses concernant les cas précités ainsi que ceux des colonels Sadiba KOULIBALY et Célestin BILIVOGUI ;
- Demander la réhabilitation immédiate des agréments des médias et organes de presse ayant été suspendus ou dissous ;
- Exhorter les autorités guinéennes à garantir une mise en œuvre transparente et concrète des mesures de réparation en faveur de toutes les victimes des massacres du 28 septembre 2009 ;
- Insister sur la nécessité pour les autorités guinéennes de reconnaître pleinement le rôle des défenseur·es des droits humains et de leur garantir les moyens d'exercer leurs activités sans entraves ni crainte de représailles ;
- Demander la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus d'opinion et politiques, ainsi que le respect du droit de manifestation pacifique, pilier essentiel d'une démocratie ;
- Appeler toutes les parties, notamment les autorités de transition et leurs soutiens, à mettre fin aux actes d'intimidation, aux poursuites judiciaires abusives, aux attaques et aux représailles visant les défenseur·es des droits humains, les leaders politiques et les membres de la société civile, ainsi que leurs familles ;
- Inviter les autorités guinéennes à enquêter et à engager des poursuites contre les auteurs de graves violations des droits humains perpétrées depuis le 5 septembre 2021, notamment les homicides liés aux manifestations sociopolitiques ;
- Insister enfin sur la nécessité de faire avancer les enquêtes judiciaires en cours et d'assurer que les responsables de violations des droits humains répondent des faits qui leurs sont reprochés.

Fait à Banjul, le 30 avril 2025

Le Forum

CRES/009/04/25 RESOLUTION ON SOUTH SUDAN

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held in Banjul, The Gambia 28th– 30th April 2025 resolve as follows:

Recognizing that the right to sustainable peace and security is an inalienable human right, characterized, like other human rights, by universality, indivisibility, interdependence, interdependence, and interconnectedness. Recognizing that its realization is a common concern of African peoples and individuals and the primary responsibility of their States.

Guided by the purposes and principles of the United Nations and the African Union, as stipulated in Articles 1 and 2 of the Charter of the United Nations and Articles 3 and 4 of the Constitutive law of the African Union, and taking into account Article 23 of the African Charter on Human and Peoples' Rights and other instruments that provide for the right to peace and security at the national and international levels.

Recalling the mandate of the African Commission on Human and Peoples' Rights, which is to "promote and ensure the protection of human and peoples' rights in Africa," as stipulated in the African Charter on Human and Peoples' Rights and Articles 45 and 58, which authorize it to protect and promote human and peoples' rights in times of peace, war, and conflict.

Being aware of the mandate of the African Peace and Security Council contained in Article (3), which makes its objectives to promote peace, security and stability in Africa, as well as Article 19, which requires it to establish a close cooperative relationship with the African Commission on Human and Peoples' Rights to pay attention to any information related to its objectives and powers.

Recognizing that the 2018 Revitalized Peace Agreement, which ended the fighting and provided for the formation of a transitional national government, has not yet been fully implemented, particularly those related to the permanent constitution, electoral laws, and the integration of opposition armed forces into the national army. We note that this agreement has been on the brink of collapse since March 2025, threatening a return to civil war, in light

of the events in Upper Nile State, when forces loyal to the Vice President took control of the Nasir garrison of the South Sudan People's Defense Forces.

Concerned that the events in Upper Nile State have turned South Sudan into a feverish theater of armed clashes, violent fighting, we sound the alarm that civilians are the primary victims of the ongoing violence and clashes in South Sudan, as they exacerbate the humanitarian, relief, and medical needs, especially given statistics that estimate 9.3 million South Sudanese are in need of humanitarian assistance and 7.7 million South Sudanese are facing catastrophic levels of hunger.

We, call upon the Commission to adopt a resolution on the situation of human rights in Sudan, in which it:

1. **Issue urgent appeals** to the warring parties, urging them to recommit to the revitalized peace agreement, including a ceasefire, and release detained military and civilian officials in accordance with legal procedures.
2. **Issue statements of condemnation** and alarm regarding the deteriorating situation and its repercussions on humanitarian and relief needs, urging the warring parties to respect and protect humanitarian workers and provide humanitarian corridors.
3. **Collaborating with** the African Union Peace and Security Council to develop a roadmap for implementing the unimplemented provisions of the peace agreement related to the integration of opposition armed forces into a single national army and disarmament and demobilization their arms.
4. **Providing technical assistance** to the Government of South Sudan to ensure the drafting of a permanent constitution and the implementation of transitional security arrangements to ensure justice, judicial reform, and security sector reform, and to support preparations for democratic elections in 2026.
5. **Collaborating with** the Truth and Reconciliation Commission established in South Sudan to conduct independent and prompt investigations into violations committed since March 2025, with a view to achieving accountability and redress.
6. **Providing technical assistance** to the Government of Sudan in establishing the Hybrid Court for South Sudan to achieve transitional justice and hold accountable those involved in war crimes.

Done at Banjul, April 30

The Forum

CRES/010/04/25 RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN

RIGHTS IN SUDAN

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held in Banjul, The Gambia 28th– 30th April 2025 resolve as follows:

Recalling Sudan's obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other international human rights instruments.

Alarmed by the escalating violence since April 2023, between SAF and RSF that has led to grave human rights abuses, including extrajudicial killings, arbitrary detentions, sexual violence, enforced disappearances and displacement for millions.

Concerned about the deliberate targeting of human rights defenders, lawyers, activists, journalists, and civil society actors who face harassment, intimidation, and attacks for their efforts to document violations and seek justice for victims.

Recognizing the urgent need for accountability, protection of civilians, and the restoration of peace and stability in Sudan.

Noting the critical role of the hybrid Fact-Finding Mission on Sudan established in collaboration between ACHPR and the AU Department of Political Affairs, Peace, and Security (DPAPS) in documenting and investigating violations.

We, call upon the Commission to adopt a resolution on the situation of human rights in Sudan, in which it:

1. **Strongly condemn** all parties involved in the conflict in Sudan for their actions that have led to widespread human suffering, displacement, and systematic violations of human rights.
2. **Encourage** the African Union to step up its involvement in Sudan by invoking Article 4(h) of the AU Constitutive Act, which authorizes intervention in member states in cases of war crimes, genocide, and crimes against humanity.
3. **Fully support** Sudanese civilian-led peace initiatives, particularly the initiative led by Dr. Abdalla Hamdok, as a comprehensive and peaceful political solution.

4. **Call for** the establishment of a Transitional Justice Fund to support the documentation of violations and advocacy efforts led by grassroots civil society actors.
5. **Urge** African states to ensure the protection of Sudanese refugees and to halt forced returns, especially in Egypt, Chad, and Libya.
6. **Call upon** the Sudanese government and armed groups to immediately cease hostilities, abide by international human rights and humanitarian laws, and ensure the protection of civilians and aid workers.
7. **Urge** the African Union, the African Commission on Human and Peoples' Rights, and relevant regional organizations to actively engage in peace negotiations, promoting inclusive dialogue that involves all stakeholders, including youth, and civil society groups.
8. **Call for** the strengthening of the hybrid fact-finding mission to investigate all allegations of human rights violations and abuses since the conflict's onset.
9. **Support** the pursuit of international legal accountability through the case initiated by Sudan against the United Arab Emirates before the International Court of Justice and encourage regional support to ensure that all actors contributing to violations in Sudan are held responsible, including SAF and RSF.
10. **Insist** that the Sudanese Government cooperate with regional and international mechanisms to investigate and prosecute individuals responsible for war crimes, crimes against humanity.
11. **Request** a comprehensive plan for disarmament, demobilization, and reintegration (DDR) of armed groups, with particular attention to child soldiers and their rehabilitation and reintegration into society.
12. **Encourage** international partners to support sustained support to Sudanese civil society organizations Encourage international partners to support Sudanese civil society through capacity building, access to training, funding, and tools needed for monitoring violations, conducting investigations, and leading impactful human rights advocacy and peacebuilding initiatives.

Done at Banjul, April 30th

The Forum

CRES/011/04/25 RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS SITUATION IN

TUNISIA

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) held in Banjul, The Gambia 28th– 30th April 2025 resolve as follows:

Considering the Constitutive Act of the African Union, adopted in Lomé on 11 July 2000, particularly Articles 3(g)(h), 4(m)(p), and 30, which promote and protect human and peoples' rights, call for respect for democratic principles, and condemn unconstitutional changes of government.

Considering the African Charter on Human and Peoples' Rights and other relevant international human rights instruments that underscore the importance of protecting civil society, freedom of expression, and the rights of marginalized groups.

Recognizing the critical role of human rights defenders, including lawyers, judges, and journalists, in promoting democracy, accountability, and the rule of law in Tunisia, particularly in the wake of recent political upheavals.

Recognizing the need for a supportive environment for civil society organizations to operate without fear of harassment or persecution, which is essential for a vibrant democracy.

Concerned by the ongoing intimidation, harassment, and reprisals targeting human rights defenders and civil society organizations in Tunisia, which undermines their ability to advocate for justice and accountability and the use of anti-terrorism laws to suppress dissent, silence critical voices, and target individuals engaged in peaceful protests or legitimate human rights work, thereby eroding fundamental freedoms.

Alarmed by the discrimination, racism, and xenophobia faced by migrants from Sub-Saharan Africa in Tunisia, which manifests in social exclusion, violence, and systemic violations of their rights, contradicting the principles of equality and non-discrimination enshrined in international law.

Concerned by the continued and escalating human rights violations, notably the instrumentalization of the so-called "conspiracy against state security case", which has led to the arbitrary arrest, prolonged detention, and judicial harassment of political opponents,

lawyers, journalists, human rights defenders, and civil society actors.

Deeply concerned by Tunisia's withdrawal, in 2024, of its declaration under Article 34(6) of the Protocol to the African Court on Human and Peoples' Rights, thereby curtailing access to justice for victims of rights violations.

Seriously concerned by the criminalization of civil society, including individuals and organizations working to protect the rights of migrants, who have faced arbitrary detention, defamation campaigns, and interference with their legitimate humanitarian and advocacy efforts.

Considering further that Tunisia became a party to the Protocol to the African Charter on 5 October 2007 and, on 2 June 2017, deposited its declaration under Article 34(6) of the Protocol to the African Charter, accepting the competence of the Court to receive petitions from individuals and non-governmental organizations (NGOs) with observer status before the Commission;

Noting that, in its ruling of September 2022, the Court ordered Tunisia to return to constitutional democracy and to establish an independent Constitutional Court within two years;

Noting further that, in its October 2024 ruling, the Court ordered Tunisia to suspend Decree-Law No.2022-35 allowing the President to summarily dismiss judges and prosecutors and Presidential decree No.2022-516 dismissing 57 judges;

Recalling also that, in its ruling of November 2024, the Court ordered Tunisia to repeal Decree-Law No.2022-11, reinstate the High Judicial Council and operationalize the Constitutional Court within six months;

Seriously concerned that Tunisia has failed to implement the Court's rulings of September 2022, October 2024 and November 2024;

Dismayed that, on 7 March 2025, Tunisia communicated its intention to withdraw its declaration under Article 34(6) of the Protocol to the Charter, thus preventing individuals and NGOs from directly bringing cases against Tunisia concerning its alleged violations of the Charter before the Court;

The NGOs FORUM call the ACHPR to adopt an urgent resolution to:

- **Urge** the Government of Tunisia to immediately release all human rights defenders, including lawyers, judges, and journalists, who have been unjustly detained or targeted for their work, ensuring their safety and protection.
- **Call upon** the Tunisian authorities to cease all forms of intimidation and reprisals against human rights defenders and civil society organizations, creating a safe and enabling environment for their work.
- **Demand** that the government stop the misuse of anti-terrorism laws to suppress freedom of expression and to silence human rights defenders, urging for a review and amendment of these laws to align with international human rights standards.
- **Condemn** all forms of discrimination, racism, and xenophobia against migrants from SubSaharan Africa, and call for the establishment of comprehensive policies to protect their rights and promote social inclusion.
- **Request** the African Union, and other relevant regional bodies to support initiatives aimed at strengthening human rights protections in Tunisia, including monitoring and reporting on the situation of human rights defenders.
- **Encourage** the government to engage in constructive dialogue with civil society to promote a culture of respect for human rights and democratic values, fostering collaboration between state institutions and civil society organizations.
- **Call for** the establishment of mechanisms to address and prevent human rights violations, ensuring accountability for those responsible for such acts, and providing remedies for victims of human rights abuses.
- **Express commitment** to supporting the efforts of the Tunisian government and civil society in promoting and protecting human rights and the rule of law, including through capacity building and technical assistance initiatives.
- **Call on** the Tunisian authorities for the immediate and unconditional release of all prisoners of conscience, including those arbitrarily detained under politically

motivated charges such as the “conspiracy case” and migration-related prosecutions.

- **Urge** the Tunisian authorities to end the misuse of the judiciary for political purposes and to restore judicial independence and due process guarantees in accordance with Tunisia’s obligations under the African Charter.
- **Demand** that the Tunisian Authorities guarantee the right to a fair trial and access to legal remedies for all; Cease all forms of intimidation, harassment, and prosecution targeting individuals exercising their legitimate rights to freedom of expression, association, and peaceful assembly; Investigate all allegations of torture, arbitrary detention, and hate speech, and hold perpetrators accountable.
- **Undertake** a fact-finding mission to assess the human rights situation in Tunisia and engage directly with victims, civil society, and national authorities.
- **Urges** the Tunisian government to reconsider its decision and reinstate the declaration under article 34(6) of the Protocol to allow full effect to be given to the rights, freedoms and duties contained in the Charter; and
- **Exhorts** Tunisia to immediately implement the Court’s legally binding rulings of September 2022, October 2024 and November 2024.

Done at Banjul, April 30th

The Forum